

Ouagadougou sous le choc d'un attentat

Burkina Faso Le mode opératoire rappelle une attaque djihadiste commise au même endroit en 2016.

Le Burkina Faso est sous le choc après l'attentat qui a fait 18 morts, burkinabè et étrangers, dans sa capitale Ouagadougou. Un deuil national de trois jours a débuté lundi.

L'attaque a frappé dimanche soir le café-restaurant Aziz Istanbul, particulièrement fréquenté par des expatriés au moment de la retransmission de grands matchs de football. *"Ils ont commencé à tirer sur la terrasse, on est montés par l'escalier jusqu'en haut, on était couchés par terre, les assaillants sont venus, ils ont pointé leurs fusils sur nous [...] je ne comprenais pas leur langue, (si) c'était de l'arabe ou quoi"*, a raconté un rescapé, interrogé dans un hôpital à Ouagadougou par la télévision nationale.

La procureure Maïza Sérémé a déclaré que les deux assaillants *"étaient très jeunes"* et étaient *"allés au combat pour mourir"*. Ils sont arrivés à moto et *"chacun des terroristes était armé d'un AK47"*. Les assaillants *"ont riposté aux tirs pendant plusieurs heures avant d'être abattus à l'arrière du bâtiment"*, a déclaré la procureure. Les opérations des forces de l'ordre contre les auteurs de l'attaque, retranchés dans le café-restaurant, ont duré toute la nuit.

La procureure a relevé des *"similitudes dans le mode opératoire"* avec l'attaque djihadiste du 15 janvier 2016. Un commando avait alors attaqué avec des armes automatiques le café Cappuccino – situé à 200 mètres du restaurant Aziz Istanbul – et plusieurs autres établissements dont l'hôtel de luxe Splendid. Cet attentat revendiqué par Al Qaïda au Maghreb islamique avait fait 30 morts et 71 blessés, en majorité des étrangers.

Sept personnes, dont cinq gardes de sécurité de la mission de l'Onu au Mali, ont par ailleurs aussi été tuées lundi dans une attaque contre le quartier général de la Minusma à Tombouctou, et six Casques bleus ont été blessés. La France, présente dans la zone sahélo-saharienne avec 4 000 hommes engagés dans l'opération Barkhane, avait poussé à la création d'une force militaire conjointe des pays du G5 Sahel (Mauritanie, Tchad, Mali, Niger, Burkina Faso) qui devrait compter 5 000 hommes. Face à la dégradation de la situation au Mali, le G5 avait réactivé en février ce projet. (AFP)